

Du capitalisme industriel au capitalisme immatériel: quelques pistes de réflexion

Alain Herscovici

Université Fédérale do Espírito Santo, Brésil ¹

La majeure partie des économistes et des sociologues ont toujours eu des difficultés pour étudier la nature et les fonctions sociales et économiques des activités immatérielles liées à la Culture, à l'Information et à la Connaissance. Au-delà du simple constat empirique relatif à l'importance croissante de ces activités dans les mécanismes sociaux et économiques propres au post-fordisme, ils n'ont pas élaboré une construction théorique permettant d'analyser la nature et l'ampleur des ruptures sociales et économiques qui caractérisent ce capitalisme « cognitif ».

Manuel Castels parle de société informationnelle sans expliquer les mécanismes propres aux nouvelles modalités de création et d'appropriation de la valeur créée à partir de l'information et de la connaissance : (a) cet auteur part de l'hypothèse implicite de l'autonomie de la technologie, et notamment des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) (Castels, p. 77) ; (b) il qualifie l'économie actuelle d'informationnelle « (...) parce que la productivité et la compétitivité des unités et des agents de cette économie (...) dépend essentiellement de leur capacité à gérer, traiter et appliquer une information efficace fondée sur la connaissance (Idem, p. 93) ». De la même manière, selon Lazzarato et Negri (2001, p. 26), « L'intégration du travail immatériel au travail industriel et tertiaire devient l'une des principales sources de production ». Sur le plan économique, la faible valeur explicative de ce type d'analyse provient du fait qu'elles n'explicitent pas les mécanismes de création et d'appropriation sociale de la valeur créée à partir de l'information et de la connaissance.

Il est possible de formuler le même type d'observations en ce qui concerne l'analyse économique: les économistes classiques qui raisonnent à partir de la valeur travail, principalement Smith et Ricardo et, dans une certaine mesure Marx, ont toujours rejeté hors de leur champs d'analyse les activités immatérielles: selon Adam Smith, par le fait de ne pas se matérialiser dans des objets matériels, les services sont, par nature, improductifs. Ricardo exclut de son étude les biens dont la quantité ne peut être multipliée à partir de la quantité de travail appliquée dans le processus de production (1982, p. 44), et montre que, dans ce cas, la théorie de la valeur travail n'est pas explicative. Dans le cadre de l'économie

¹ Docteur en Economia, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne et d'Amiens, Coordinateur du Groupe de Recherche em Macroéconomie (GREM) du Département d'Economie de l'Université Fédérale do Espírito Santo (UFES), Brésil. Professeur et Coordinateur des Enseignements de Troisième Cycle, Directeur de l'Asociación Latina de Economía Política de la Información, Cultura y Comunicación (ULEP-ICC) et chercheur associé au programme « Mutations des industries de la culture, de l'information et de la communication » à la Maison des Sciences de l'Homme, Paris Nord.

classique et, plus spécifiquement, de l'économie de Marx, le développement des activités immatérielles permet de poser le problème suivant: dans quelle mesure l'économie classique liée à la valeur travail ne s'applique-t-elle pas uniquement au capitalisme industriel? Les évolutions historiques de long terme, notamment les travaux de Braudel, fournissent d'importants éléments pour répondre à cette question. Comme je le montrerai dans le cadre de ce travail, les analyses de Marx relatives aux limites de la forme marchandise permettent également de répondre à ce type de question. Sur un plan plus concret, cela se traduit par d'importantes, pour ne pas dire d'insurmontables, difficultés techniques pour pouvoir mesurer et quantifier, à un niveau agrégé, une quantité donnée de capital (Pascal Petit, 2003).

Enfin, les enjeux relatifs à ce type de questionnement sont importants: selon certains auteurs, le concept de multitude (Negri Hardt, 2005) associé à des modalités collectives de production et d'appropriation de la connaissance, serait caractéristique d'une société « post-capitaliste » dans laquelle les processus de production et d'appropriation de la valeur seraient devenus communautaires et coopératifs. D'autres auteurs, au contraire, mettent en évidence le fait que le système est toujours de type capitaliste : et cela en fonction des processus d'exclusion sociale en oeuvre, de la généralisation de la forme argent à l'ensemble des activités sociales, plus particulièrement à celles qui sont liées à la production de connaissance. *Dans ce cas, il s'agit d'étudier les nouvelles modalités concrètes de création et d'appropriation de la valeur; c'est à partir d'une telle problématique que je prétends analyser les réalités sociales et économiques de la « société de l'information et de la connaissance »*

Dans une première partie, je montrerai pourquoi la théorie de la valeur travail ne permet plus d'expliquer la réalité du capitalisme immatériel ; dans une seconde partie, j'étudierai les nouvelles modalités de création et d'appropriation sociale de la valeur et, à partir de l'analyse anthropologique et culturelle, je montrerai en quoi il est possible de contester la légitimité des Droits de Propriété Intellectuelle (DPI), tels qu'ils sont actuellement définis.

I) Valeur, travail et connaissance : la théorie de la valeur travail est-elle encore fondée?

1) Les limites de la forme marchandise

1.1 *Valeur, travail et capitalisme*

1.1.1 Dans de nombreux passages de son oeuvre, Marx a mis en évidence les limites de la forme marchandise : ces limites proviennent de l'autonomie de la forme argent et de la forme prix. Cette autonomie se traduit par une déconnexion partielle ou complète de la forme prix par rapport à la valeur, c'est à dire par rapport à la quantité de travail abstrait incorporée dans les marchandises.

En ce qui concerne le capital fictif, cette déconnexion est complète : « La forme prix n'admet pas seulement la possibilité d'une divergence quantitative entre le prix et la

grandeur de la valeur (...) mais elle peut cacher une contradiction absolue, de sorte que le prix cesse tout à fait d'exprimer la valeur, quoique l'argent ne soit que la forme valeur des marchandises » (Le Capital, Livre I, p. 107). Dans certaines limites, la forme prix peut se développer indépendamment de la loi de la valeur : la forme prix peut attribuer une expression monétaire à des biens qui n'ont pas de valeur, c'est à dire à des biens qui ne se valorisent pas à partir de la quantité de travail abstrait nécessaire à leur production (Alain Herscovici, 1994, p. 63). Le développement de la monnaie peut attribuer une forme prix à des biens qui ne représentent pas une valeur sociale, dans la mesure où ils ne présentent pas les caractéristiques d'une marchandise : apparaît ainsi un processus de mercantilisation d'un certain nombre d'activités sociales qui ne se valorisent pas sous la forme marchandise (Claus Offe, 1984).

La loi de la valeur, telle qu'elle est présentée par Marx, permet de transformer le travail concret, spécifique, qualitativement différent, en travail abstrait, quantitativement homogène. *La marchandise, telle qu'elle est définie par Marx, se caractérise par le fait que le travail concret a été transformé en travail abstrait* : la quantité de travail abstrait contenue dans les différentes marchandises constitue la mesure commune entre les différentes marchandises et permet ainsi de les comparer dans la relation de l'échange. La loi de la valeur agit de telle sorte que, pour pouvoir concrétiser l'échange de marchandises, elle fait abstraction des spécificités du travail nécessaire à leur production.

1.1.2 Il convient, maintenant d'étudier les relations qui existent entre la valeur et les formes de la valeur. Pour se faire, il faut analyser la différenciation établie par Marx entre le travail socialement égalisé et le travail abstrait.

La valeur est une forme historiquement déterminée : « La valeur est conçue comme une forme qui exprime l'égalisation sociale du travail, non seulement dans une société mercantile, mais aussi dans d'autres types d'économies » (Rubin, 1987, p. 133). Cette analyse permet de poser un certain nombre de questions qui sont fondamentales, par rapport à la problématique posée dans ce travail :

i) Dans quelle mesure, dans le système capitaliste, l'égalisation sociale des différents travaux privés s'effectue à partir de la réduction du travail concret en travail abstrait, c'est à dire à partir de la généralisation de la marchandise ? En d'autres termes, *est-il possible de définir le système capitaliste en dehors de la généralisation de la marchandise* ? Cette question est directement liée aux limites de la forme marchandise telles qu'elles sont décrites par Marx.

ii) Dans le cas d'une réponse affirmative, l'analyse doit porter sur les nouvelles formes de travail qui constituent le contenu de la valeur et, par voie de conséquence, sur les nouvelles formes de valeur qui caractérisent ce capitalisme postindustriel. Il convient également d'étudier les modalités spécifiques de l'appropriation privée de la valeur. Dans la mesure où la forme marchandise n'est plus prédominante, il faut analyser (a) les nouvelles formes sociales de création et d'appropriation de la valeur, (b) les processus à partir desquels s'effectue l'égalisation sociale des différents travaux privés, ainsi que les formes de subsomption du travail qui leur correspondent, (c) comment il est possible de définir la

nature et la fonction du capital en fonction de ces évolutions. Tels sont, dans le cadre d'une perspective marxienne, les éléments fondamentaux à partir desquels il est possible d'étudier les principales modifications qui caractérisent le capitalisme postindustriel.

Selon certains auteurs, implicitement ou explicitement, le fait que le système actuel ne se fonde plus sur la généralisation de la logique de la marchandise, permet d'affirmer que celui-ci n'est plus capitaliste : dans ce cas, il s'agirait de l'avènement du « village global » au sein duquel les conflits de classes auraient disparu et l'économie serait, intrinsèquement, coopérative et sociale. Cependant, dans le cadre de ce paradigme post-moderne, comment expliquer le mouvement de privatisation croissante de l'information et de la connaissance, et l'appropriation privée d'une part de plus en plus importante de ce type de production collective ? Comment expliquer l'intensification des processus d'exclusion sociale, à partir des années 80 ?

1.2 *Capitalisme et production immatérielle*

1.2.1 Bien que le capitalisme ne soit plus exclusivement industriel, la forme argent constitue toujours l'équivalent général et est toujours la représentation abstraite d'un droit que son détenteur possède sur la valeur socialement produite.

Le capital financier, ainsi que toutes les autres formes de capital fictif, n'en continuent pas moins de fonctionner selon la logique du capital : dans le cadre du cycle argent, A' est supérieur à A , cela caractérisant une économie essentiellement spéculative, dont le mécanisme est l'auto valorisation du capital, que ce capital soit productif ou non (Le Capital, Chapitre VI inédit)

Le capital argent représente la forme la plus abstraite du capital, en tant qu'équivalent général totalement dématérialisé, sans relation avec les activités productives.

Finalement, nous sommes en présence d'une économie de rentes (Serfati, 2003, p. 184), dans la mesure où ces mécanismes concernent principalement l'appropriation et non la production de la valeur. Le cycle $A-----M----A'$ est progressivement substitué par le cycle $A-----M$ immatériel----- A' , dans lequel les activités liées à la circulation et à la liquidité des actifs deviennent déterminantes. En ce qui concerne ce point, la tradition « hétérodoxe » permet de fournir deux types de réponse :

i) L'analyse traditionnelle consiste à concevoir le capital financier, ainsi que toutes les autres formes de capital fictif, comme des ponctions parasitaires opérées sur le secteur productif (Chesnais, 2001) ; dans ce cas, la production de valeur est toujours liée à la marchandise et au travail abstrait.

ii) Il est cependant possible d'analyser ce capitalisme postindustriel à partir des modifications concernant les modalités sociales de création et d'appropriation de la valeur. Dans ce cas, la problématique générale est radicalement différente : *il s'agit de redéfinir les caractéristiques qualitatives du travail qui forme le contenu de la valeur.*

1.2.2 Les droits de propriété ont toujours été l'objet d'une attention particulière, de la part des économistes :

i) dans le cadre de l'économie classique, ces droits font partie des conditions générales nécessaires à l'accumulation capitaliste (A. Smith, 1980), ou bien fournissent les fondements de la théorie marxiste de l'exploitation.

ii) La théorie walrassienne de la rémunération des facteurs de production à leur productivité marginale permet de concevoir le profit comme la rémunération du service producteur du capital (Denis, 1974, p. 507).

iii) Plus récemment, certains auteurs justifient l'existence de droits de propriété par le fait que ceux-ci permettent de maximiser le taux de croissance de la production d'innovations (North, 1981).

Il nous faut également étudier le problème relatif à la nature du marché et des transactions qui s'y opèrent. Marx avait déjà remarqué qu'aux flux monétaires ne correspondent pas toujours des flux, en sens inverse, de marchandises ; les transactions se traduisent par un échange de droits de propriété et pas nécessairement par l'échange physique des marchandises (Le Capital, Livre II, p. 150). Dans un même ordre d'idée, Commons affirme qu'une transaction est constituée, en premier lieu, par un transfert légal de propriété, et pas nécessairement par le transfert physique des biens (1934) ; le prix payé sur le marché constitue la contrepartie monétaire relative à ce transfert de droits (Coriat, Weinstein, 2005, p. 2).

i) Contrairement à l'approche néoclassique standard, lors d'une transaction, les objets et les droits sur lesquels portent ces transactions ne sont pas toujours clairement définis. Dans ce cas, il n'est pas possible de mettre concrètement en oeuvre un processus de maximisation du profit à partir de l'égalisation du coût et de la recette marginale, dans la mesure où il n'est pas possible d'identifier, ex ante, les recettes générées à partir de ces droits.

ii) Dans la lignée des travaux de Bourdieu relatifs aux différents champs sociaux (2000), il est possible d'affirmer que les marchés sont des constructions sociales au sein desquelles existent des structures de pouvoir, des positions dominantes ; nous sommes en présence d'asymétries d'information et des rentes qui leur sont liées, ce qui ne correspond pas aux différentes conceptions néoclassiques du marché.

Il s'agit, en ultime instance, de savoir si la généralisation du marché, conçu comme mécanisme qui permet d'assurer l'égalisation sociale des différents travaux privés, permet de définir le système capitaliste. Dans ce cas, l'argent, en tant qu'équivalent général, assure cette fonction et la production de valeur ne dépend plus, directement, de la production de marchandises. Dans le cadre d'une économie de rente, ce capital ne participe pas directement de la production, mais s'approprie des rentes de monopole construites à partir des DPI en vigueur ; ces DPI correspondent aux nouvelles formes institutionnelles propres au capitalisme postindustriel (Herscovici, 2005), et aux nouvelles combinaisons institutionnelles qui permettent de construire socialement les différents marchés.

2) Le capitalisme « cognitif » : un essai de définition

2.1 *Les nouvelles formes de concurrence*

2.1.1 Il existe deux types de connaissances : la connaissance tacite, qui dépend directement des spécificités de l'individu, et la connaissance codifiée qui est fixée sur un support (livre, CD, web, etc.) et qui peut être diffusée sous la forme d'information.

D'un point de vue économique, la connaissance est non rivale, non exclusive et cumulative, cette dernière caractéristique traduisant le fait que la production actuelle de connaissance dépend du stock hérité du passé.

Il existe deux types de logiques sociales concernant les modalités de production et d'appropriation sociale de la connaissance : la première est liée à l'existence de clubs ouverts à l'intérieur desquels la fonction de bien-être collectif est privilégiée. Cette économie n'est pas régie par une logique marchande : dans le cas des programmes libres comme Linux, il s'agit d'une économie coopérative ou semi-solidaire. De la même manière, les programmes de recherche financés par les acteurs publics s'efforcent de développer la divulgation de la connaissance ainsi produite. La seconde logique, au contraire, correspond à des clubs fermés, et consiste à limiter les modalités d'appropriation de la connaissance, afin de créer des rentes temporaires de monopole ; dans ce cas, il s'agit d'une logique marchande et intrinsèquement spéculative.

2.1.2 Aujourd'hui, il existe une interdépendance marquée entre le secteur des services et le secteur industriel : toute une partie des activités de services consiste à fournir l'infrastructure nécessaire au développement de certaines activités industrielles. Contrairement à la vision des économistes classiques, ce type de service est productif dans la mesure où ils s'échangent contre du capital et ne constituent donc pas des frais improductifs. Il est également intéressant d'observer que la complexification des modalités de production et de distribution des biens matériels rend nécessaire l'extériorisation de ce type de services, ceux-ci étant réalisés hors de l'entreprise. *La concurrence peut être interprétée comme la capacités différenciée des différents agents économiques à endogénéiser les externalités produites par ces réseaux de services.*

Finalement, la dynamique de la concurrence s'effectue, de plus en plus, en dehors du système de prix : la valeur d'échange de la marchandise dépend de la quantité et de la qualité de l'information incorporée en elle (Herscovici, 2005). La valeur d'usage est déterminée par la quantité de l'information incorporée dans le bien; l'utilité dépend (a) des connaissances tacites dont dispose le consommateur (b) des résultats de l'application de ces connaissances tacites concernant le décodage de l'information contenue dans les biens. La valeur d'échange dépend donc de la quantité d'information que le consommateur/utilisateur peut potentiellement utiliser. Les implications ont les suivantes :

i) Ces marchandises sont l'objet de modalités d'appropriation cognitive socialement différenciées, les processus socialement différenciés d'acquisition des connaissances tacites expliquant ce phénomène.

ii) Cette logique correspond aux processus de segmentation de la demande qui caractérisent le post-fordisme et l'accumulation intensive qui lui est liée (Herscovici, 2000)

iii) Les coûts d'apprentissage ne sont plus assurés par le producteur, comme cela était le cas durant l'époque fordiste ; ces coûts sont assurés hors du marché. Les différentes modalités concrètes de réappropriation des TIC et de construction des modalités d'usage (*demand push ou user driver*) peuvent être analysées à partir d'une telle perspective.

Ces nouvelles modalités concurrentielles mettent en évidence l'importance des éléments qui déterminent la valeur de l'information et des connaissances incorporées dans les différents biens. Cela n'est pas sans rappeler l'analyse économique des produits culturels, dans la mesure où les modalités de valorisation économiques ne s'expliquent pas à partir du travail abstrait appliqué dans les processus de production (Herscovici, 1994) ; il s'agit également d'étudier les modalités spécifiques et limitées de subsomption du travail au capital (Bolaño, 2002).

Enfin, il est possible d'avancer l'hypothèse suivante : dans le cadre de ce capitalisme immatériel, *le travail abstrait est substitué par la connaissance codifiée, et le travail concret par la connaissance tacite*. En fonction du degré de complexité de l'information que les travailleurs doivent « manipuler », la connaissance tacite de ces travailleurs est un élément important relatif à la valorisation du capital. En fonction des formes spécifiques de la concurrence, la transformation de la connaissance tacite en connaissance codifiée est intrinsèquement limitée ; de la même manière, l'analyse économique des industries culturelles montre que (a) la concurrence entre les différents producteurs culturels s'opère à partir des spécificités du travail artistique (b) et que les processus de transformation du travail concret en travail abstrait sont, par nature, limités.

2.1.3 La concurrence actuelle se définit également par l'accélération du progrès technique, ç'est à dire par l'intensification des processus d'obsolescence; les variables liées au temps de circulation constituent une dimension importante de cette concurrence. La liquidité des différents actifs permet de s'approprier les rentes de monopole liées aux innovations technologiques ; le différentiel du temps de circulation du capital permet ainsi d'expliquer la dynamique concurrentielle et les modalités concrètes de la concurrence.

2.2 *General Intellect et travail intellectuel*

2.2.1 La Science et ses applications technologiques directes constituent un facteur de production : dans la mesure où elle est abondante, elle peut être incorporée au capital fixe, et cela sans coût pour le capitaliste. Le système des DPI crée ainsi une rareté, en ce qui concerne la Science et la connaissance : *la privatisation de ce type de production immatérielle permet de construire socialement cette rareté, et rend ainsi possible la*

marchandisation de ces biens immatériels et des droits qui leur sont liés. La rareté créée par le système actuel de DPI permet ainsi d'expliquer les rentes de monopole temporaire liées à ces capitaux immatériels, ce mouvement correspondant à une extension de la logique marchande aux activités relevant de la production de connaissance.

2.2.2 Dans les *Grundrisse*, Marx évoque la possibilité d'un capitalisme postindustriel fondé sur la connaissance et, plus particulièrement, sur des formes pleinement socialisées de connaissance : « Le développement du capital fixe indique jusqu'à quel degré le savoir social général, la connaissance, est devenue force productive immédiate et, par suite, jusqu'à quel point les conditions du processus vital de la société sont elles-mêmes passées sous le contrôle de l'intellect général (...) » (*Grundrisse*, Tome II, p. 194). Dans le chapitre VI inédit du capital, Marx affirme que « La Science, en tant que produit intellectuel général du développement social, se présente comme étant incorporée au capital (...) dans la mesure où elle agit comme la force productive du capital qui se confronte avec le travail (...) » (p. 126).

Le capitalisme aurait ainsi produit un *travailleur intellectuel collectif*, ce qui expliquerait la production de connaissances scientifiques et l'existence de progrès technique : ce progrès technique est incorporé au capital fixe, ce qui correspond exactement à la thèse soutenue dans ce travail, thèse selon laquelle il y a une imbrication étroite entre la production matérielle et la production immatérielle.

Le travail appliqué dans la production de connaissance est, par nature, cumulatif et fortement socialisé (Herscovici, Bolaño, 2005). Il est donc impossible de quantifier le travail passé (travail daté dans la terminologie néo-ricardienne, travail mort pour Marx) nécessaire pour produire un certain capital connaissance; *il est donc impossible d'exprimer la valeur des biens en fonction de la quantité totale de travail nécessaire à leur production*.

De la même manière, il n'est pas possible d'évaluer la productivité locale ou sectorielle du travail : cette productivité est, par nature, « globale », étant donné qu'elle dépend (a) des connaissances héritées du passé (b) des externalités propres à la production de la connaissance. Les logiques sociales à l'oeuvre dans le champs de la production scientifique académique sont représentatives de ce phénomène : dans la majeure partie des cas, les revues scientifiques ne rémunèrent pas leurs différents auteurs, ceci s'expliquant (a) par le caractère cumulatif et coopératif de la production de ce type de connaissance, généralement financée par des institutions publiques (b) à partir d'une logique d'accumulation symbolique qui se substitue, partiellement du moins, à une logique purement économique².

Un des nombreux paradoxes du capitalisme postindustriel réside dans le fait que les modalités de rémunération des agents sont de plus en plus individualisées, les modalités d'appropriation des informations réservées à des groupes restreints, alors que les modalités de production de ce type de biens sont de plus en plus collectives.

² À ce propos, dans ses différents travaux, Bourdieu (1984) parle d'accumulation symbolique et de taux de conversion entre le capital économique et le capital symbolique.

L'erreur d'un certain nombre d'analyses « hétérodoxes » consiste à assimiler la socialisation des modalités de production de la connaissance à une socialisation de ses modalités d'appropriation sociale. Il n'est pas possible d'affirmer qu'aujourd'hui, le savoir est amplement divulgué et qu'il n'a pas de propriétaire (André Gorz, 1997, p. 39): le système actuel de DPI permet de réfuter cette thèse. Si, comme l'affirment Negri et Lazzarato, « Le travail ne se reproduit pas (...) sous la forme de l'exploitation mais sous la forme de la reproduction de la subjectivité » (op. cit., p. 30), le système social serait entré dans une phase post-capitaliste et son économie serait, dans son intégralité, coopérative et solidaire : ces formes de production coopérative auraient substitué les formes marchandes propres au capitalisme industriel.

L'hypothèse centrale de ce travail est différente : *la phase actuelle du capitalisme se caractérise par d'autres modalités de création et d'appropriation de la valeur, par d'autres formes d'exclusion et d'exploitation qui ne sont plus liées à la production de marchandises et de plus-value.*

Enfin, pour ne pas tomber dans le piège d'un manichéisme simpliste, il faut rappeler que le système est l'objet de la contradiction suivante : si se développent des processus de privatisation de savoirs qui, par nature, sont produits collectivement, le système se structure de telle manière qu'apparaissent des espaces sociaux régis par des logiques non marchandes : Linux, les *creative commons*, toutes les formes d'enregistrement gratuit de musiques, etc...Ce phénomène s'inscrit dans une tendance longue du capitalisme : le marché n'étant pas, en soi, une instance sociale autorégulatrice, l'accumulation capitaliste a toujours besoin d'éléments « extra-économiques », de formes institutionnelles, pour se reproduire en tant que système ; cependant, comme le montre la crise du Welfare-State, le système se doit de limiter le développement nécessaire de ces formes non marchandes.

II) Capitalisme immatériel, nouvelles formes de la valeur et Droits de Propriété Intellectuelle

1) Les nouvelles formes de la valeur

1.1 Valeur, connaissance et services

1.1.1 Nous retiendrons, tout d'abord, deux éléments : le premier a trait à l'intégration entre le secteur industriel et les réseaux infrastructurels de services. A ce niveau, la valeur peut s'expliquer à partir du degré d'intégration des différents systèmes productifs à ces réseaux de service (Petit, Soete, 2003, p. 98) et des modalités d'intégration différenciées des externalités produites par ces réseaux de services.

Le second élément, d'ordre plus macroéconomique, est à mettre en relation avec la nature du progrès technique et des externalités qui lui sont liées : à partir des années 80, la nature des externalités générées par le progrès technique s'est radicalement modifiée : en fonction des modifications intervenues en termes de DPI, en fonction des modifications de la nature

de la concurrence (Herscovici, 2005), les modalités d'endogénéisation de ces externalités sont particulièrement sélectives. La valeur peut donc se définir par les capacités des différents agents à endogénéiser ce nouveau type d'externalités.

1.1.2 D'autres éléments explicatifs sont à rechercher dans les concepts de liquidité et de temps de circulation des marchandises.

«La période de circulation du capital restreint d'une façon générale sa période de production et par conséquent son procès de mise en valeur » (Le Capital, Livre II, p. 127)

Le processus de production est conçu comme un mécanisme qui permet de produire de la plus-value ; mais, dans la mesure où la plus-value se réalise dans la sphère de la circulation, la logique d'auto-valorisation du capital consiste à diminuer, autant que cela est possible, les périodes de production et de circulation. L'économie de la connaissance peut être analysée à partir de cette problématique.

i) En ce qui concerne la diminution du temps de production, l'économie de la connaissance, à partir du système actuel de DPI, correspond à l'appropriation privée, ou semi-privée, de connaissances qui font partie d'un patrimoine commun. Cette accumulation primitive de la connaissance (Bolaño, 2002), en utilisant des connaissances héritées du passé et produites collectivement, permet de diminuer de manière substantielle, les coûts de production et la période de « production » de ces connaissances nouvelles.

ii) D'autre part, le progrès technique se caractérise par une obsolescence de plus en plus rapide des biens et des marchandises : le temps dont dispose le capitaliste pour réaliser sa marchandise se réduit, lui aussi. Ainsi, la concurrence se traduit par une réduction du cycle du capital, tant en ce qui concerne sa période de circulation (Dieuaide, 2003, p. 228) que sa période de production.

La liquidité est un élément clé de la concurrence propre à cette économie « cognitive ». Il est intéressant d'observer que cette concurrence est profondément différente de la concurrence qui caractérisait le fordisme : elle dépend de moins en moins des procès de production matérielle et de plus en plus des modalités de circulation et de réalisation. Cela permet de mieux comprendre la financiarisation de l'économie et l'impératif de liquidité qui lui est lié. La dynamique du capital est de plus en plus déconnectée du processus productif, mais dépend de plus en plus des conditions de réalisation, c'est à dire de la liquidité des actifs; on observe exactement le même processus en ce qui concerne toutes les formes de capital immatériel.

1.2 *Modification des formes de la valeur et connaissance*

1.2.1 Les modalités de régulation du fordisme étaient fondées sur des modalités de distribution des revenus qui, à partir de certaines formes institutionnelles, permettaient de comptabiliser demande et production. En ce qui concerne la période actuelle, les modalités de régulation sont fondées sur une liquidité croissante et géographiquement différenciées (Chesnaï, 2001) : les crises actuelles sont essentiellement des crises de liquidité. D'autre

part, le temps de travail socialement nécessaire n'est plus explicatif des formes de concurrence actuelle : le travail productif est celui qui permet d'augmenter la liquidité du capital. Ce travail, hautement socialisé, n'est que partiellement marchand.

Dans le cadre du capitalisme industriel, l'augmentation de la productivité du travail social signifie que la quantité de travail abstrait contenue dans chaque marchandise diminue, ceci étant une manifestation de la tendance à la baisse du taux de profit (Le Capital, Livre I, p. 310, Livre III, p. 148). Il est ainsi possible d'imaginer une unité de production totalement automatisée : dans ce cas, il n'y aurait pas création de valeur, dans la mesure où à peine le travail vivant est créateur de valeur. C'est justement pour cette raison que la création de valeur s'effectue à partir d'une dimension qualitative liée à la complexité de l'information contenue dans les biens ainsi produits. Toutefois, cela ne signifie pas que la production liée aux TIC représente, quantitativement, la majeure partie de la production : en 2000, pour l'ensemble des pays industrialisés, les secteurs liés aux TIC ne représentaient pas plus de 8% du PIB (Pascal Petit, 2002) ; *les modifications sont essentiellement qualitatives*. Établissant un parallèle avec l'analyse économique des industries culturelles, on constate que, dans le capitalisme immatériel, la valorisation économique des biens ne s'explique pas à partir du coût lié à la production des supports matériels, mais à partir des caractéristiques qualitatives de l'information contenue dans ces biens.

Finalement, en fonction du système de DPI en vigueur aujourd'hui, la création de valeur dépend directement des possibilités d'appropriation privée de la production sociale de connaissance; sa réalisation dépend de la liquidité de ces actifs immatériels, le caractère spéculatif de cette économie s'expliquant à partir de cette liquidité croissante.

1.2.2 Le capitalisme industriel se caractérisait par l'abondance des connaissances scientifiques et par la rareté du capital matériel. À ce propos, les économistes classiques considéraient, explicitement ou implicitement, que la connaissance et la science étaient des biens libres, au même titre que les ressources naturelles; par contre, la rareté du capital matériel explique l'existence du profit.

En ce qui concerne le capitalisme post-industriel, *le système de DPI permet de construire une rareté des connaissances, alors que le capital matériel devient abondant*. D'un capitalisme fondé sur la loi de la valeur travail et sur la production de marchandises, le système a évolué vers un capitalisme immatériel où la valeur dépend des possibilités d'appropriation privée de connaissances produites socialement, et des rentes de monopoles qui correspondent à ce type de situations.

Alors que le capitalisme industriel est régulé par le coût en travail social, la logique spéculative et l'instabilité particulièrement forte du capitalisme immatériel s'expliquent par l'absence d'un tel régulateur.

Dans le même ordre d'idée, *l'opposition entre capital constant et capital variable est substituée par l'opposition entre connaissance codifiée et connaissance tacite* : le travailleur doit décoder une quantité croissante d'informations. C'est l'application de cette connaissance tacite à la connaissance codée contenue dans le capital, qui permet de

valoriser le capital. D'une part, la connaissance tacite des organisations et des travailleurs est un élément clé de la stratégie des entreprises et montre comment ces éléments immatériels permettent d'expliquer la valorisation du capital de l'entreprise (Arrow, 2000). D'autre part, en fonction de l'importance de ces connaissances tacites, la subsumption du travail au capital ne peut être que formelle.

2) L'analyse de Braudel : vie matérielle, marché et capitalisme

Les différentes études historiques, et plus particulièrement les travaux de Fernand Braudel, montrent qu'à la Renaissance, le capitalisme se développe dans les activités liées au commerce et à la finance internationale, et non pas dans les activités relevant de la production matérielle. Dans sa genèse, le capitalisme n'est donc pas industriel ; ce n'est qu'au XIX^{ème} siècle qu'il s'étend, de manière systématique, aux activités de production matérielle. La fabrique, selon les termes de Marx, ne se généralise qu'à cette époque.

Braudel distingue deux types de structures économiques (Braudel, 1985, p. 54) : le premier se caractérise par l'échange transparent, et par son caractère local et discontinu. Il s'agit de marchés concurrentiels où le volume des transactions est peu important. Le second, au contraire, est « opaque », les informations qui y circulent sont asymétriques, il fonctionne en flux continu et se rapporte au commerce de longue distance. Il s'agit d'une économie spéculative et oligopolistique.

En ce qui concerne les activités matérielles des différentes sociétés, Braudel distingue trois niveaux (1979, p. 264 ; 1985, p. 23) :

- i) La vie matérielle qui est constituée par les différentes pratiques sociales et qui est le domaine de la valeur d'usage.
- ii) L'économie de marché, au sein de laquelle s'effectuent les échanges, sur la base de relations concurrentielles.
- iii) L'économie capitaliste qui constitue l'infrastructure, qui se caractérise par la dimension internationale des échanges, par sa dominante financière et spéculative, et par l'existence de positions dominantes.

Si l'existence d'une économie de marché est une condition nécessaire au développement de l'économie capitaliste, elle n'est pas une condition suffisante ; en d'autres termes, pour qu'une société devienne, de fait, capitaliste, à partir de l'existence de marchés dynamiques, elle doit constituer et développer ce troisième niveau ; la société chinoise, par exemple, malgré le fait de posséder une économie de marché particulièrement dynamique, n'a pas évolué vers le capitalisme : l'absence, ou l'atrophie, de ce troisième niveau est une entrave à cette évolution vers le capitalisme (Braudel, 1979, p. 289). La société devient réellement capitaliste lorsque ce troisième niveau se développe et devient l'élément régulateur de l'ensemble des activités matérielles et économiques.

D'un autre côté, l'économie de marché, dans le sens défini par Braudel, connaît deux types de limites : d'une part, la vie matérielle, liée à la valeur d'usage, limite son importance sociale : toutes les formes d'autoconsommation ou bien d'économie coopérative constituent autant de manifestations de logiques économiques gouvernées par la valeur d'usage. D'autre part, cette économie de marché peut être limitée par les structures spécifiquement capitalistes qui détruisent les structures concurrentielles : « L'économie de marché peut donc être sapée par le bas ou par le haut, dans des économies attardées ou très avancées » (Idem, p, 262). Ainsi, la logique de la valeur d'usage ou bien, au contraire, la logique marchande liée à la spéculation financière, peut détruire le fonctionnement des marchés concurrentiels. Il est intéressant d'observer que cette citation de Braudel s'applique parfaitement à l'économie de la connaissance, dans la phase actuelle du capitalisme, dans la mesure où cette économie est l'objet d'une contradiction permanente entre les logiques liées à l'économie solidaire, donc à la valeur d'usage, et, d'autre part, les logiques économiques liées à la spéculation opérée par certaines firmes dominantes.

L'analyse de Braudel se situe au coeur de la problématique développée dans ce travail, dans la mesure où elle permet de poser le problème relatif à la nature et aux spécificités du capitalisme. Le capitalisme se développe lorsque quand il parvient à imposer la primauté sociale du troisième niveau, tel qu'il a été défini par Braudel ; le système capitaliste est tel que l'ensemble des sous-systèmes sociaux est régulé par le système économique (Habermas, 1978, p. 37 et 38) : la régulation du système social, ainsi que les problèmes de légitimation, dépendent donc directement de la régulation du système économique. Dans les sociétés précapitalistes, la légitimation est assurée par les instances religieuses, et les relations de classes sont des relations personnelles de domination. Dans la société capitaliste, au contraire, les relations de classes sont anonymes et perdent leur caractère directement politique (l'apparence des échanges d'équivalents). La légitimation dépend directement des capacités d'autorégulation du système économique, afin de maintenir la domination de classe anonyme, et donc légitime (Habermas, 1978).

Cette analyse permet de formuler les résultats suivants :

- i) Le capitalisme ne se définit pas en fonction de la production de marchandises, dans le sens défini par Marx ; *le capitalisme n'est donc pas, intrinsèquement, industriel.*
- ii) Le capitalisme postindustriel est proche du capitalisme pré-industriel ; primauté des activités purement spéculatives, internationales et financières, contrôle du capitalisme spéculatif sur l'économie de marché et sur la production matérielle, une part importante de la production sociale se situant hors de la sphère du marché et de l'échange.
- iii) La phase actuelle du capitalisme peut donc se définir à partir de l'existence du capital argent ; il n'est pas nécessaire que ce capital soit directement liée à la production de marchandises.
- iv) La théorie de la valeur travail, dans sa version ricardienne ou marxiste, n'est applicable que pour la période du capitalisme industriel ; elle ne permet pas d'expliquer la phase actuelle du capitalisme.

Il est enfin possible d'observer que, d'un point de vue historique, *les évolutions du capitalisme se traduisent par une intensification des processus d'abstraction*: la monnaie,

conçue comme un équivalent général, comme un droit sur une partie de la production sociale, représente un premier niveau d'abstraction. La loi de la valeur travail, à partir de la transformation du travail concret en travail abstrait, un second niveau d'abstraction. Finalement, l'extension de la logique de marché à des activités immatérielles et à des biens intangibles est à interpréter comme une intensification de cette abstraction, dans la mesure où il existe une dématérialisation complète des objets sur lesquels portent les transactions et des modalités de valorisation économique liées à l'acquisition de ces objets.

3) Les logiques anthropologiques et culturelles

3.1 *Culture mondiale et Histoire cumulative*

Le concept de culture mondiale, de la manière dont il a été défini par Lévi-Strauss (1987), met en évidence le fait que cette culture est le produit de la collaboration entre les différentes cultures ; la contribution spécifique de chaque culture ne peut être identifiée. La dynamique de cette culture mondiale est *un processus intrinsèquement cumulatif* au sein duquel il n'est pas possible d'identifier l'apport individuel d'une culture donnée. Les caractéristiques d'une culture sont à rechercher dans les modalités d'appropriation spécifique des éléments communs qui appartiennent à la culture mondiale (Levi-Strauss (1978), Herscovici (1994)).

En ce qui concerne les techniques, la science et les arts, l'Histoire est cumulative lorsqu'un certain nombre de découvertes et d'inventions sont cohérentes et « vont dans le même sens » : lorsque celles-ci permettent d'atteindre une valeur critique, en termes de stock de connaissances disponibles, apparaissent des synthèses qui créent un processus dynamique. Une fois ce seuil atteint, la production de nouvelles techniques et de nouvelles connaissances croît de manière exponentielle .

A partir d'un calcul en terme de probabilités, Lévi-Strauss montre que plus la civilisation et la culture sont diversifiées, plus est importante la probabilité d'atteindre le seuil à partir duquel l'Histoire devient cumulative (Lévi-Straus, 1987, p. 69 et suivantes). Cette diversification s'effectue à deux niveaux : au niveau interne, à partir d'une diversification sociale en caste ou classes sociales, et au niveau externe, à partir de l'incorporation d'éléments provenant d'autres cultures (Idem, p. 81). Le fait qu'une culture donnée devienne cumulative s'explique à partir des éléments provenant des autres cultures.

D'une part, cette analyse met en évidence le caractère intrinsèquement cumulatif de la culture, au sens anthropologique du terme. D'autre part, le développement des techniques, des sciences et, d'une manière plus générale, de la connaissance, est le produit d'un double héritage : celui qui provient des connaissances accumulées dans le passé et celui lié à l'incorporation des éléments provenant d'autres cultures.

En ultime instance, l'analyse de Lévi-Strauss montre qu'il est impossible de déterminer les contributions respectives des différentes cultures en ce qui concerne le développement et l'accumulation de connaissances. Dans ce sens, la paternité culturelle d'une technique particulière (alphabet, système décimal, etc.) est un faux problème ; d'autre part, cela remet en cause le principe même de création, celle-ci n'étant que relative, dans la mesure où les différentes découvertes ne peuvent s'expliquer qu'à partir d'un stock de connaissance déjà constitué.

3.2 L'Histoire culturelle

L'histoire culturelle permet de formuler des conclusions analogues ; jusqu'à la fin du Moyen-Âge, il n'existe pas d'auteur, au sens moderne du terme. L'auteur n'apparaît qu'à la fin du Moyen-Âge, et ne s'affirme sociologiquement qu'au XIX^{ème} siècle, lorsque l'autonomisation du champ culturel est partiellement achevée (Bourdieu 1970, Herscovici 1994). Durant la période précapitaliste, les différents « producteurs culturels » disposent d'un stock culturel qu'ils peuvent utiliser et modifier à leur guise.

Les productions musicales sont particulièrement représentatives d'une telle logique sociale : les troubadours utilisaient un patrimoine commun, celui-ci n'étant l'objet d'aucun droit de propriété. En ce qui concerne Carmina Burana, par exemple, cette oeuvre profane a été créée dans les différents monastères et églises d'Europe, et cette création ne peut être attribuée à un auteur individuel.

Les Folias du XVII^{ème} siècle s'inscrivent dans cette tradition : à partir d'un thème donné, les différents compositeurs développent des variations. On retrouve ces Folias dans les oeuvres d'Henri Purcell, de Gaspar Sanz et de Marin Marais, par exemple, chaque compositeur composant des variations à partir d'un même thème. D'une manière plus générale, la musique baroque, du XVII au XVIII^{ème} siècle, se caractérise par des échanges importants entre les compositeurs des différentes cours européennes : Haendel, par exemple, est allemand, il est au service du roi d'Angleterre et compose des opéras de style italien. On pourrait également ajouter que la musique de Vivaldi a influencé l'ensemble des compositeurs de l'époque, notamment Bach.

Le jazz fonctionne à partir de mécanismes analogues : les interprètes choisissent un thème (un standard) et improvisent à partir de ce thème. La création se situe plus au niveau de l'interprétation qu'à celui de la composition du thème.

Finalement, la bossa-nova, née au Brésil à la fin des années 60, peut être interprétée comme une appropriation particulière des figures harmoniques propres au jazz américain, ce qui confirmerait la thèse de Lévi-Strauss.

Il est intéressant d'observer qu'une partie de activités technologiques et culturelles liées à l'Internet s'inscrit dans une logique semblable. Les *creative commons* et les programmes libres comme Linux mettent en évidence des modalités de production et d'appropriation sociale des informations et de la connaissance qui se caractérisent par des mécanismes

solidaires et semi-coopératifs, mécanismes dont la dynamique s'explique justement par la contribution de chacun des membres de la communauté considérée.

Il est donc possible d'affirmer que la culture, la technique et la connaissance sont des processus intrinsèquement cumulatifs ; ainsi, toute restriction limitant les modalités d'appropriation sociale tend à entraver la dynamique du système. D'autre part, le caractère intrinsèquement cumulatif de ce type d'activités permet de remettre en question la légitimité sociale, économique et culturelle, du concept d'auteur et de droits de propriété qui lui sont attachés.

L'analyse historique montre clairement que les droits de propriété intellectuelle et les droits d'auteur naissent et se développent dans le cadre du système capitaliste. A partir des années 90, on observe une intensification de ce mouvement : augmentation de la durée des licences, extension du champs d'application de ces droits en fonction des nouvelles activités qui, aujourd'hui, peuvent être l'objet de tels droits, et des acteurs qui peuvent s'en bénéficier (Herscovici, 2005). Le paradoxe est le suivant : dans la mesure où la production de connaissance est un mécanisme de plus en plus cumulatif, il est de plus en plus difficile d'identifier la contribution spécifique des différents ayant droits. Mais, d'autre part, le système de DPI s'intensifie, en limitant les modalités d'appropriation de ces connaissances et en privatisant ces dernières.

Le développement actuel des DPI est à interpréter comme une extension de la logique marchande à des activités qui se situaient hors de la sphère marchande : connaissance, biosphère et combinaisons génétiques, entre autres. Ce mouvement représente *une appropriation privée d'un patrimoine produit collectivement* et menace le caractère cumulatif, et donc le développement futur de telles activités.

Enfin, à partir de ces éléments, il est possible de réfuter la thèse soutenue par la théorie économique traditionnelle, thèse selon laquelle la rente de monopole correspondant à ces droits est un élément qui incite le producteur de connaissance à poursuivre son activité. Cette thèse peut être partiellement réfutée à partir des arguments suivants :

- i) en fonction du caractère cumulatif propre à ces activités, il n'est pas possible d'identifier un producteur individuel.
- ii) La logique de la création ne s'explique pas uniquement à partir d'une incitation économique. Bourdieu a démontré que l'accumulation d'un capital symbolique et/ou social est, dans certain champs sociaux, un élément fondamental, peut-être plus important que le propre capital économique. D'autre part, l'exemple des programmes libres montre clairement que la motivation de l'innovateur n'est pas uniquement financière

Conclusion

Malgré le caractère exploratoire de ce travail, il est possible de formuler certains résultats significatifs: les évolutions actuelles du capitalisme se traduisent par des modifications profondes des mécanismes de création et d'appropriation de la valeur économique. Dans la phase actuelle du capitalisme, se révèlent *les limites de la forme marchandise*, à partir de

l'exacerbation de tendances amorcées lors du capitalisme industriel : (a) la forme marchandise, les caractéristiques sociales du travail et ses modalités de subsumption au capital, ne permettent plus d'expliquer les processus actuels de création et d'appropriation de la valeur (b) de la même manière, la nature et les déterminants du capital se sont radicalement modifiés, ainsi que la nature de la concurrence.

La logique du capital, au travers de la généralisation de la forme argent, s'est étendue à des activités sociales qui, jusqu'alors, se situaient hors de la sphère marchande. La phase actuelle du capitalisme va bien au-delà de l'abstraction représentée par la généralisation de la forme marchandise : la forme prix ne se définit plus en fonction d'objets matériels produits socialement, ni en fonction d'un coût de production « moyen » à partir duquel graviterait le prix de marché, ce coût étant aujourd'hui impossible à quantifier, comme je l'ai montré.

Il est également important d'observer que, sous des formes historiques différentes, le système reproduit une de ses principales contradictions : alors que les modalités de production de la connaissance sont de plus en plus socialisées, ses modalités d'appropriation sociale sont progressivement privatisées.

Finalement, les analyses anthropologiques et historiques permettent de remettre en question la légitimité sociale et économique des DPI. Ces résultats vont à l'encontre des résultats de l'analyse néoclassique standard : plus les modalités d'appropriation sont ouvertes, plus la production de connaissance est cumulative. Même d'un point de vue « strictement » économique, il est possible de démontrer que l'intensification de ces DPI se traduit par l'augmentation de certains coûts et par un fonctionnement non optimal des marchés liés à la production de connaissance (Herscovici, 2005).

BIBLIOGRAPHIE

Arrow K (2000), De la rationalité de soi et des autres dans un système économique, in *Théorie de l'Information et des organisations*, Edité et présenté par Thierry Granger, Dunod, Paris

Bourdieu, Pierre, (1970), Le marché des biens symboliques, Centre de Sociologie européenne, Paris
-----, (1984), , *Questions de Sociologie*, Les Editions de Minuit, Paris.
----- (2000), *Les structures sociales de l'Economie*, Seuil, Paris.

Bolaño César (2002), Trabalho intelectual, comunicação e capitalismo. A reconfiguração do fator subjetivo na atual reestruturação capitalista, *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política n.11*, dezembro de 2002, Rio de Janeiro.

Castells, Manuel, (1988), *La société en réseaux*, Fayard, Paris.

Chesnais, François (2001), “ Nova economia: uma conjuntura específica da potência hegemônica no contexto da mundialização do capital” in *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política n. 9*, dezembro de 2001, Rio de Janeiro.

- Commons J.R. (1934), *Institutional Economics*, University of Wisconsin Press, Madison.
- Coriat B., Weinstein O., (2005), La construction sociale des marchés, in *La lettre de la régulation n. 53, Septembre 2005*, Paris.
- Denis Henri (1974), *Histoire de la Pensée Economique*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Dieuaide Patrick, (2003), Diffusion des NTIC, changement organisationnel et essor des marchés boursiers, in *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel?* Sous la Direction de Carlo Vercellone, La Dispute, Paris.
- Gorz André, (1997), *Misères du présent. Richesse du possible*, Galilée, Paris.
- Habermas Jurgen, (1978), *Raison et légitimité. Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Editions Payot, Paris.
- Herscovici, Alain, (1994), *Economie de la Culture et de la Communication*, L'Harmattan, Paris.
- , (2000), Informação, mercado e regulação macroeconômica. Estatuto teórico da Informação, e função das novas tecnologias da informação e da comunicação no capitalismo contemporâneo, in *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política, n. 7, dezembro de 2000*, Rio de Janeiro.
- , (2001), A "sociedade da Informação" : uma análise em termos de Economia Política, Trabalho apresentado para o I Encontro de Economia Política da Comunicação do Mercosul, Buenos Aires, maio de 2001.
- , (2005), *Capital immatériel, Droits de Propriété Intellectuelle et économie de l'information et de la connaissance: les nouvelles formes institutionnelles de l'après fordisme*. Papier présenté à l'École thématique, CNRS-CIRAD-INRA, Analyse des changements institutionnels, La Rochelle, France.
- Herscovici A., Bolaño C.(2005), *A Crítica da Economia Política da Informação e do Conhecimento*, article presente au X Encontro Nacional da Sociedade Brasileira de Economia Política, Campinas.
- Levi-Strauss, Claude, *Race et Histoire*, Editions Denoël, Paris, 1987.
- Marx Karl, (1893), *Le Capital*, Editions Sociales, Paris, 1972, Livres I, II e III.
- , (1895), *capítulo VI Inédito do Capital*, Editora Moraes, 1989, São Paulo.
- , (1857-1858), *Manuscrits de 1857-1858, Grundrisse, tome II*, la Pléiade, Paris.
- Negri A., Lazzarato M., (2001), *Trabalho imaterial*, DP&A Editora, Rio de Janeiro.
- Negri A, Hardt M, (2005), *Multidão. Guerra e Democracia n era do império*, Record, Rio de Janeiro.
- North Douglass C. (1981), Structure and Change , in *Economic History*, Norton, New-York

Offe, Claus, (1984), "Relações de troca e direção política. A atualidade do problema da legitimação" in *Problemas estruturais do Estado capitalista*, Biblioteca Tempo Universitário, Rio de Janeiro.

Petit Pascal, (2002), Les temps de la nouvelle économie, in *Observateur International de la productivité*, n. 4, Printemps 2002.

-----, (2003) large network services and the organisation of contemporary capitalism, presented to the workshop *Globalization and diversity of Capitalism/New concepts for a Post-Neo-Liberal Era*, London School of Economics, June 23rd and 24 rd 2003.

Petit P., Soete L., (2003), Progrès technique et nouveaux dualisme, in *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel?*, op. cit.

Ricardo, David, (1982) *Princípios de Economia Política e Tributação*, Abril Cultural, São Paulo.

Rubin, Isaak I., (1987) *A teoria marxista do valor*, Polis, São Paulo.

Serfati Claude (2003), le capital financier au coeur des rapports de production contemporains, in *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel?*, op. cit.

Smith, Adam, (1980) *Riqueza das Nações*, Fundação Calouste Gulbenkian, Lisboa.